

## Porc

# Une situation « explosive » à l'automne

Publié le mercredi 01 juillet 2015 - 17h14

« 2 % de production en moins par an, 340 millions d'euros de déficit commercial et l'Espagne qui attaque notre marché intérieur. La filière porcine française est dans le mur. » **Paul Auffray, le président de la Fédération nationale porcine (FNP)** n'a pas caché son inquiétude ce mercredi 1er juillet à Paris lors de l'assemblée générale de l'interprofession. Il a invité les autres maillons de la filière à trouver rapidement des solutions pour renvoyer une partie de la valeur ajoutée aux éleveurs promettant, sinon, « une situation explosive à l'automne ».

Pour ce qui est de la valeur ajoutée, le syndicaliste ne doute pas que la filière française en dégage. « **Il faut sortir des discours convenus**, prévient-il. Je doute que tous les maillons perdent de l'argent. J'ai l'impression que les prix au consommateur évoluent peu [alors que ceux à la production ont plongé]. On peut penser qu'il y a de la valeur ajoutée dans la filière mais pas au bon endroit. Si nous nous invitons maintenant dans les négociations commerciales, c'est parce que nous sommes les oubliés de la filière. »

### Acheter des jambons en Espagne...

Quelques minutes plus tôt, un producteur mayennais tirait à boulet rouge sur les industriels de la charcuterie salaison. « Il y a un maillon qui tire à l'envers par rapport à l'indication de l'origine », lance-t-il. Présentant les travaux de recherche et développement conduits à Inaporc, Robert Volut, le président de la FICT, venait de rappeler que ses adhérents n'étaient pas favorables au développement de la production de mâles entiers en France. « Il se pose moins de questions lorsqu'il achète des jambons en Espagne, reprend l'éleveur. Si tout est si bien en Espagne, qu'il prenne un aller simple pour ce pays. »

Les producteurs ne nient pas le besoin de compétitivité, notamment pour accéder aux marchés étrangers. « Mais pour les 70 % qui portent le logo du porc français, nous pensons qu'il est grand temps de remettre la main dans le commerce, poursuit Paul Auffray. Et que le prix soit basé sur la valeur ajoutée faite en France, et non sur les prix des marchés mondiaux. Avec l'inflation des matières premières annoncée, nous devons anticiper car sinon la situation à la rentrée sera explosive, situation que nous, responsables, auront du mal à maîtriser. »